13 novembre : Et pendant ce temps-là, la prévention spécialisée est sabrée

mercredi 25 novembre 2015, par DUGRAND Maud (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2015).

De nombreux départements font de plus en plus d'économies sur les postes d'éducateur de rue, estimant leur travail inutile. Un choix pénalisant à l'heure où beaucoup dénoncent le délitement de la relation à l'autre. Exemple dans la Drôme, où les crédits ont été divisés par deux cette année.

C'est l'heure de la pause-déjeuner. Deux fois par semaine, les éducateurs spécialisés de la commune de Crest (Drôme) rejoignent la cantine du lycée Armorin pour partager leur repas avec des jeunes. Une façon de travailler sur le lien, ce lien social au cœur de la mission de la prévention spécialisée. Mais ça risque de ne pas durer. Le conseil départemental a décidé de diviser par deux les crédits qui leur sont affectés et de se recentrer sur les seuls quartiers prioritaires de la politique de la ville. Concrètement, si rien ne change, au 31 décembre, les trois postes d'éducateur de rue de la ville de Crest et d'Aouste, toute proche, vont disparaître, de même que la moitié des postes sur l'ensemble du département. Une aberration encore plus insupportable depuis les attentats de janvier 2015 et de vendredi dernier.

« De véritable caméléons, des généralistes de l'accompagnement »

Géraldine Pajeot, en poste depuis quatorze ans, ne peut s'y résoudre. Insupportable de lâcher les jeunes de 11 à 21 ans qu'elle suit et accompagne. De briser un lien de confiance, construit au fil du temps, selon le principe de la libre adhésion, du respect de la confidentialité et de l'anonymat – qui constituent le principe de la prévention spécialisée, née après la guerre. La santé, la lutte contre la toxicomanie, le décrochage scolaire, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, le soutien aux parents, les « éducs de rue » interviennent tous azimuts et savent être très réactifs. « De véritable caméléons, des généralistes de l'accompagnement », selon la sociologue Véronique le Goaziou, auteure d'un ouvrage sur la question à paraître début décembre [1]. « Les éducateurs de rue sont là où leur public est et c'est fondamental, explique-t-elle. Mais par leur discrétion, ils ne disent pas ce qu'ils font et ça ne se voit pas. » Et cela, ils le payent cher. Pire, on les juge même inutiles.

Initialement compétence de l'État, la prévention spécialisée est gérée par les départements depuis la loi de décentralisation de 1986 et dans le cadre de la protection de l'enfance. Au mieux, elle subit des coupes budgétaires. Au pire, une suppression pure et simple des subventions, comme c'est le cas dans le département du Loiret. Une action en justice est en cours et le tribunal administratif a donné raison à l'association de la prévention spécialisée du Loiret, rappelant la compétence du département dans ce domaine.

Pourquoi de telles attaques contre un secteur où les éducateurs sont de véritables experts d'un territoire en termes de prévention de la délinquance ? Loïc Chasson intervient, lui, à Romans, dans le quartier populaire de la Monnaie, 4 000 habitants – dont 45 % ont moins de 25 ans – et dont 100 % sont allocataires à la caisse d'allocations familiales. « Nous étions six éducateurs sur la Monnaie et le centre-ville, nous passons à quatre. Mais on ne lâche pas nos projets en cours, même si mes collègues, super solides, tombent malades les uns après les autres. »

Des actions solidaires pour « garder (nos) éducateurs »

Dernière réussite en date, le Lab'elles, local pour les jeunes femmes. « Nous n'arrivions pas à être en lien avec les filles, qui mettent en place de véritables stratégies d'évitement pour se protéger de la domination des garçons. » Depuis septembre, une trentaine d'entre elles gravitent autour de leur lieu, passent y faire leurs devoirs quand ce n'est pas possible à la maison, s'entraident, échangent sur la difficulté de se mouvoir dans le quartier et dans la vie en général… Les éducateurs le disent là où ils ne peuvent plus intervenir, d'autres associations prennent le relais et diffusent un discours religieux.

Depuis septembre, grâce aux réseaux sociaux, des jeunes se sont mis en lien pour apporter leur soutien à leurs éducateurs. Un garçon a lancé une pétition, une jeune femme a organisé une manif devant la médiathèque de Crest pour « garder (nos) éducateurs ». Et des témoignages vidéo foisonnent sur Facebook. À l'heure où certains dirigeants politiques versent des larmes de crocodile sur le délitement du lien social, ces travailleurs de l'ombre seront-ils entendus ?

MAUD DUGRAND

Les départements concernés

Le Loiret, la Drôme, le Var, les Alpes-Maritimes, la Seine-Maritime, les Charentes, le Gard, Paris, le Maine-et-Loire, l'Eure-et-Loir, le Bas-Rhin… la liste ne cesse de s'allonger. Ces départements baissent voire suppriment les subventions à la prévention spécialisée.

P.-S.

* « Et pendant ce temps-là, la prévention spécialisée est sabrée ». L'HUMANITÉ. MERCREDI, 18 NOVEMBRE, 2015 : http://www.humanite.fr/et-pendant-ce-temps-la-la-prevention-specialisee-est-sabree-589954

Notes

[1] Éduquer dans la rue. La prévention spécialisée aujourd'hui. Presse de l'école des Hautes Études en santé publique, préfacé par Laurent Mucchielli.